

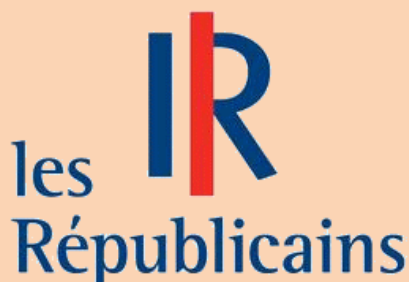
Entouré du Secrétaire général, Eric Woerth, des Secrétaire généraux-adjoints Eric Ciotti (fédérations) et Sébastien Huyghe (formation), des porte-parole Brigitte Kuster, Guillaume Larrivé et Guillaume Pelletier, du Conseiller politique Alain Joyandet et du sénateur de Paris, Pierre Charon, Nicolas Sarkozy a tenu à faire un droit de suite sur les engagements qu'il avait pris lors de la campagne de l'élection interne à la présidence, fin 2014.



Le premier a été de rassembler la famille politique après des mois de divisions et de conflits internes. « La profondeur de la crise était telle qu'il a fallu rassembler, apaiser, cautériser. Cela a été mon travail de 2015. Je l'ai fait dans l'intérêt de notre parti politique et de notre pays », confie Nicolas Sarkozy.

« J'ai dit que nous allions faire de la politique autrement. Nous l'avons fait », relève également Nicolas Sarkozy qui a revivifié notre mouvement et notre siège par l'animation quotidienne de permanences, l'organisation de réunions publiques hebdomadaires et de conventions thématiques mensuelles préparatoires à notre projet d'alternance. Conventions qui se sont conclues par des propositions soumises au vote des adhérents via notre plateforme participative et application Direct Citoyen. « J'avais promis que vous voteriez sur le programme. Nous avons enregistré entre 40 000 à 60 000 votes par consultation », souligne Nicolas Sarkozy, heureux que l'ensemble de ces débats, portés également dans les départements et les circonscriptions, ait abouti à l'accueil de 26 374 nouveaux adhérents parmi les 238 208 que comptait notre formation le 31 décembre 2015. Un chiffre constaté par huissier qui fait de notre famille Les Républicains la première formation politique de France devant le PS et le FN qui revendiquent réciproquement 130 000 et 56 000 adhérents... qu'aucun constat d'huissier ne confirme, à la différence de notre mouvement.

« Pour nous c'est un encouragement à continuer et aller beaucoup plus loin », confie Nicolas Sarkozy lançant « l'opposition est là, l'opposition c'est nous, Les Républicains ! ».



Autre modification d'ampleur en 2015, un Congrès réuni en mai dernier a porté sur les fonts baptismaux l'appellation de notre nouvelle formation politique et sa refondation. Exit l'UMP, vive Les Républicains !

« Ce n'était pas une décision guidée par un artefact de communication mais la situation était devenu si grave que nous avons besoin d'un symbole, d'un nom et

d'une priorité : que la République ne recule pas. Nous avons raison de nous appeler Les Républicains après les événements dramatiques que nous avons connus en janvier et novembre et qui ont marqué notre République attaquée en tant que telle », analyse Nicolas Sarkozy remarquant que notre famille politique était la seule « à mettre la République avant tout ».

2015 a également été marqué par deux élections, les départementales et les régionales. « Pour les départementales, le Front national devait emporter au mois dix départements. Finalement, nous avons remporté les deux tiers des départements français et le FN aucun. Dans 98% des cas, nous avons présenté des candidats uniques de l'opposition républicaine », rappelle Nicolas Sarkozy.

Quant aux régionales « faire campagne dans une France traumatisée, dans un contexte si particulier et difficile, ce n'était pas simple mais d'une complication extrême », observe Nicolas Sarkozy qui a salué les victoires de Valérie Pécresse en Ile-de-France, de Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, de Bruno Retailleau en Pays de la Loire, de Christian Estrosi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Xavier Bertrand en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. L'occasion, pour ces deux dernières régions, d'expliquer la raison essentielle du retrait des listes socialistes : « le désaveu des électeurs » confirmé par leurs « faibles scores dans des régions qu'ils dirigeaient depuis longtemps ».

La nouvelle année ne réservant aucune élection si ce ne sont celles internes, en ce début d'année, des présidents de fédérations et des délégués de circonscriptions et d'un nouveau Bureau politique qui sera proposé en février prochain lors d'un Conseil national, « 2016 doit être consacrée au travail de fond, au projet, à la clarté de nos engagements pour l'avenir et à la préparation de l'alternance », indique Nicolas Sarkozy.

« Le mouvement politique qui est le notre devra consacrer les neuf mois d'ici la primaire à définir les lignes forces de notre projet politique. La question n'est pas, en vue de la primaire qui se fera au moment décidé, de se lancer dans un concours de beauté mais celle-ci : est ce que Les Républicains sont à même ou non de proposer une alternance franche, une alternance forte à une France inquiète sur son devenir entre des socialistes qui nous ont conduit là où nous sommes et un FN qui nous conduirait dans une situation qui isolerait notre pays, ce que nous ne voulons à aucun prix. L'alternance reposant uniquement sur nos épaules, nous devons faire ce travail en profondeur de clarté », insiste Nicolas Sarkozy qui n'oublie pas, dans sa réflexion politique, le message lancé par les électeurs lors des élections régionales. Celle d'une « immense inquiétudes de nos compatriotes sur la France et sa pérennité. Les Français ont reçu de leurs parents et grands-parents un mode de vie, une culture, un pays, des terroirs, une façon de faire. Les Français nous disent "nous voulons transmettre à nos enfants ce que nos parents nous ont transmis. Nous ne voulons pas renoncer à notre mode de vie, à notre culture, à notre langue, à notre pays, à notre république". Voilà le message. Il est là et pas ailleurs et c'est la réponse que nous devons apporter », note Nicolas Sarkozy.

Faire de l'année 2016 "l'année de la clarté" va amener Nicolas Sarkozy « à organiser, porter, susciter des débats sur des sujets essentiels que nous devons

trancher sans ambiguïté y compris si cela doit conduire à avoir une majorité et une minorité dans la famille ».

Nicolas Sarkozy met sur la table le problème de la défense des frontières de l'Union européenne, des transferts de souveraineté, de la question « de la réalité du programme économique et du choc fiscal au sens de la baisse des impôts que nous devons porter ».

Autre sujet, le rapport des Français avec la nation. « Il y a ceux, dont je suis, qui pensent que la France n'est pas finie. Nous devons l'assumer et en tirer les conséquences », assure Nicolas Sarkozy pour qui l'intégration et l'assimilation sont aujourd'hui une « question centrale ». « L'intégration est insuffisante. Il faut maintenant que l'on s'assimile parce que c'est au dernier arrivé d'accepter de s'intégrer dans la culture et le mode de vie de ceux qui sont déjà là ».

Alors que se profile en février le débat sur la réforme constitutionnelle, Nicolas Sarkozy est revenu sur le retrait de la nationalité aux binationaux pour faits de terrorisme.

« Nous pensons que quand on a la double nationalité et que l'on trahit la France en prenant les armes contre la France, en prenant les armes contre les Français, en s'associant au Djihad et aux terroristes, comme on a trahi la France, on ne mérite plus d'être Français. »

Nicolas Sarkozy soutient le projet de retrait de la nationalité pour les Français binationaux qui trahissent la France, projet qui figurait dans son discours de Grenoble, le 30 juillet 2010 « qui paraît tellement d'actualité et tellement "modéré" par rapport à ce qu'on entend maintenant », observe-t-il. « C'est mon engagement et que personne n'attende de nous, et de moi en particulier, de renoncer à cette conviction au prétexte que François Hollande la propose. Si je renonçais cela voudrait dire que je préfère la politique politicienne à la sécurité des Français, ce serait indigne d'un ancien chef d'Etat et du président des Républicains ».

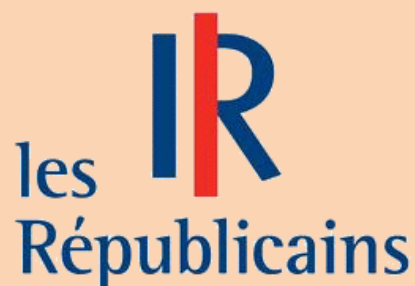
Au delà du symbole d'une telle décision, Nicolas Sarkozy est préoccupé par la réponse que l'exécutif donnera à cette question : « Est-ce que cette réforme servira la sécurité des Français ou pas ? Si elle sert la sécurité des Français, nous la voterons. C'est notre devoir. Et si on ne faisait pas comme cela c'est qu'on n'aime pas la France et qu'on ne mérite pas les responsabilités auxquelles les uns ou les autres nous postulons ».

Il sera très attentif également à l'écho que François Hollande réservera aux demandes « fortes » des Républicains. « Je veux être sûr qu'on ne mente pas aux Français. Si François Hollande demande la déchéance de la nationalité pour les binationaux, je veux être sûr qu'il s'agisse bien d'une déchéance de la nationalité et non d'un artifice de communication. » Et de réclamer que dans le débat sur la réforme de la constitution l'on connaisse la loi d'exécution en même temps sera voté le principe du retrait de la nationalité. « Ce n'est pas une condition mais une affaire de bon sens sinon nous voterions un principe et d'avoir une loi d'exécution qui n'arrive pas ou qui dit le contraire du principe ».

Remarquant que François Hollande ait « changé du tout au tout » sa position sur le retrait de la nationalité, Nicolas Sarkozy a fait par de son grand étonnement sur la Garde des Sceaux, Christiane Taubira, qui devra porter ce projet de réforme de la constitution mais qui « répète matin, midi et soir qu'elle est opposée à la réforme qu'elle va devoir présenter. Imaginez que moi, président de la République, j'ai fait la même chose... », lâche Nicolas Sarkozy.

Quant à ceux qui pensent que le retrait de la nationalité serait un symbole qui ne servirait à rien, Nicolas Sarkozy s'inscrit en faux contre cette vision. « Si les symboles ne servent à rien on se demande pourquoi on a un drapeau, un hymne, "La Marseillaise », le défilé du 14 juillet, Marianne dans toutes nos mairies, la devise républicaine "Liberté – Égalité Fraternité". La République ce sont des symboles. Ce qui manque, notamment, dans l'école de la République, c'est l'absence totale de symboles. Quand le maître entre dans une classe, les enfants qui se lèvent, qu'on ne porte pas de casquette en classe, que le port de la burqa soit interdit... , ce sont des symboles très utiles. Où a t-on vu que les symboles ne servaient à rien ? Vous, parents, éducateurs, vous estimez que dans le rapport avec vous enfants, les symboles ne signifient rien ? Nous avons construit une civilisation Qu'est ce qu'une civilisation, si ce n'est une addition de symboles que l'on doit respecter, chérir, et qui ne sont pas inutiles ? Tout n'est pas de la marchandisation. Il y a des symboles qui nous dépassent : patrie, l'amour pour son pays, les monuments aux morts », s'est enflammé Nicolas Sarkozy promettant au millier de nouveaux adhérents présents une année particulièrement riche en enthousiasmante.

>



les **IR**
Républicains